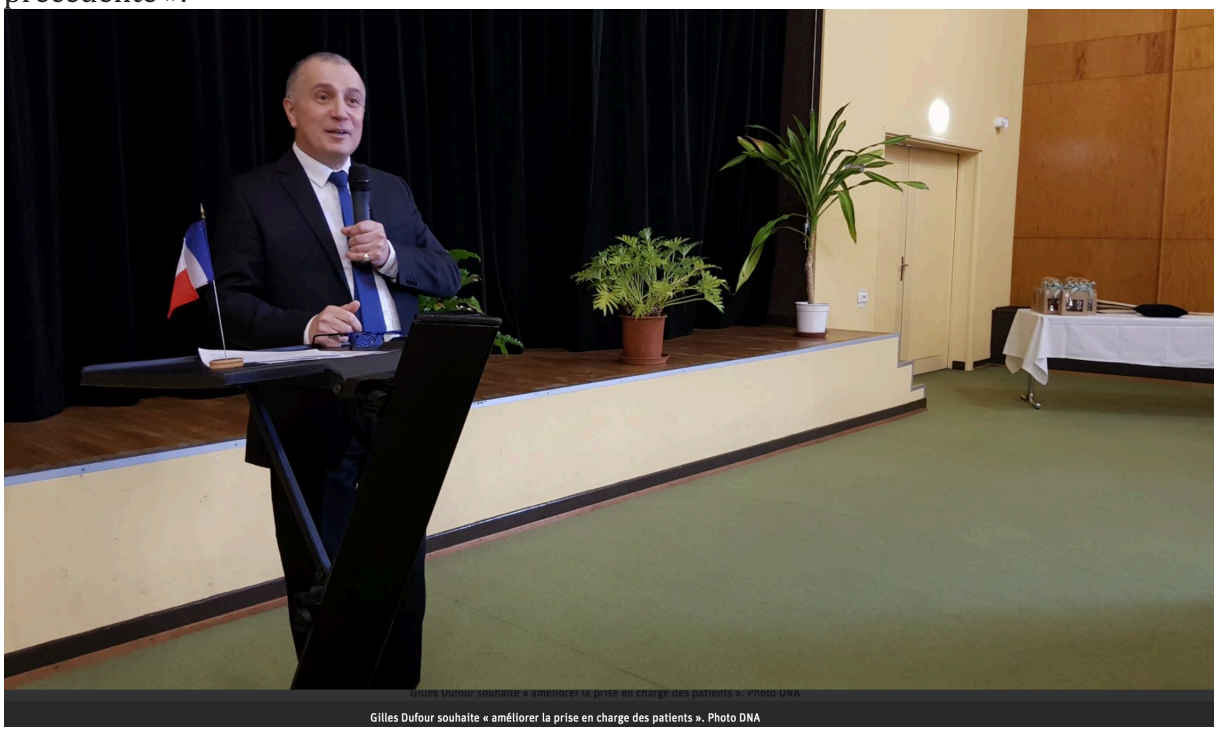
Une année 2019 en demi-teinte

Le directeur du centre hospitalier d'Erstein, Gilles Dufour, et Laurence Muller-Bronn, présidente du conseil de surveillance, ont dressé le bilan de l'année écoulée. Côté pile, un résultat financier positif. Côté face, une grève et un rapport mitigé des services de l'État.

C'est Laurence Muller-Bronn, présidente du conseil de surveillance du CHE qui a commencé la cérémonie en vantant « un établissement qui se porte bien, capable d'investir et de faire des réserves ». En effet, la structure a terminé 2019 avec un excédent budgétaire de 675 000 €, une somme « supérieure à l'année précédente ».



Gilles Dufour souhaite « améliorer la prise en charge des patients ». Photo DNA

Néanmoins, l'ouverture du centre de radiologie au mois de mai, attendue par les patients et les élus, n'a pas eu les résultats escomptés. « Les hôpitaux universitaires de Strasbourg ont refusé d'interpréter les radios, ce qui nous a fait cesser l'activité pendant plusieurs mois et obligé à nous tourner vers un opérateur privé, regrette Laurence Muller-Bronn. Nous qui espérions un soutien, nous avons été déçus. » Aujourd'hui, le service fonctionne à nouveau « très bien ».

Une grève à l'automne rassemble une cinquantaine de salariés

Gilles Dufour, directeur du CHE, a s'est ensuite félicité du succès de l'élargissement de la liberté d'aller et venir des patients. « Il n'y a de fugue, de trafic ou de violence supplémentaire. » Les réorganisations en cours, qui visent à « améliorer la prise en charge de nos patients », ne font cependant pas l'unanimité. La grève survenue au mois de mai ? « Une mini-crise », minimise Gilles Dufour. Pour rappel, les cinquante salariés mobilisés ce jour-là dénonçaient dans nos colonnes « des services surchargés, des effectifs réduits […] mais aussi un management autoritaire ». Gilles Dufour leur oppose

« des conditions de travail structurellement bonnes. Comparé à d'autres établissements, celui d'Erstein connaît une bien meilleure situation. Mais quand plusieurs personnes sont absentes en même temps, cela pose des problèmes, effectivement. » Le directeur reconnaît qu'il y a eu « des maladresses de part et d'autre », mais assure que tout le monde est investi dans le « projet d'établissement », dont l'objectif est d'organiser la vie du CHE pour les cinq prochaines années.

La visite du contrôle général des lieux de privation de liberté a débouché sur six bonnes pratiques de nature à préserver les droits des personnes privées de liberté mais aussi 39 recommandations justifiant le suivi par la ministre. Parmi elles, l'arrêt de l'intervention systématique des ouvriers de l'accueil et de la sécurité en chambre d'isolement. « Pour y remédier, trois postes d'infirmiers seront prochainement créés. » Dans le même temps, la direction a décidé de revoir sa politique de recrutement des contractuels, en alignant les salaires sur ceux des fonctionnaires et en prenant en compte leur ancienneté.

Les travaux du centre de jour commenceront au printemps

Pour 2020, les projets ne manquent pas : développement de la téléconsultation, aménagement d'un espace d'apaisement, réfection du centre social et de la salle de spectacle, mise en place de nouveaux logiciels métiers et avancement du dossier de la maison d'accueil spécialisé, qui prévoit la construction d'un bâtiment de 20 places au sein du CHE par l'Adapei 67 et de locaux accueillant l'unité psy de relais et d'appui. Enfin, les travaux de reconstruction du centre du jour, qui a pris du retard, devraient commencer au printemps. Le coût serait de 2 millions d'euros.